

ET KRACK !!!

Depuis début août, les bourses se sont effondrées sur l'ensemble de la planète. Ce sont ainsi plus de 7 000 milliards d'euros qui se sont virtuellement envolés en fumée ! Chacun peut facilement imaginer à quoi cette somme aurait pu être utile.

Cette situation a été favorisée par la décision de l'agence de notation Standard And Poors d'abaisser la note de solvabilité des Etats-Unis de AAA à AA+. Décision éminemment politique de la part de cette agence connue pour être un des plus actifs soutiens du Parti Républicain et intervenant à un moment où les débats entre Démocrates et Républicains ont abouti de fait à un blocage de l'action politique du Président OBAMA. Pas de hausse d'impôts et des coupes sombres dans les budgets sociaux !

Qui peut croire un seul instant que les USA puissent être dans l'incapacité de rembourser leur dette libellée en dollar, puisqu'ils sont eux-mêmes les pourvoyeurs de cette monnaie ?!

Mais au delà de cela, ce sont encore les soubresauts d'une crise qui n'en finit plus.

Non pas une crise de la dette comme essayent de le faire croire le gouvernement et de nombreux médias à l'esprit critique peu affûté.

Ce n'est que le résultat de l'absence de réponse politique concrète apportée à cette crise, souvent par pure idéologie ou incapacité à se remettre en question et, plus prosaïquement, par lâcheté face à la dictature qu'a su imposer l'ensemble du secteur financier.

Aucune règle concrète n'a été instaurée pour encadrer la spéculation qui s'est trouvée de nouveaux marchés en s'attaquant aux Etats.

Les paradis fiscaux existent toujours et l'évasion fiscale bat son plein.

Les seules réponses consistent en la multiplication des mesures de rigueur et d'austérité qui ont pour conséquence d'aggraver la situation sociale des plus faibles, et de tuer dans l'oeuf une reprise économique déjà incertaine. Les Nations-Unies viennent d'ailleurs de se fendre d'un rapport très critique sur l'impact des politiques de rigueur.

Les chiffres du chômage sont d'ailleurs là pour le confirmer. Aucune amélioration mais plutôt une aggravation générale, et plus particulièrement pour les jeunes et les seniors.

Mais cela n'empêche pas le parti majoritaire au pouvoir de dévoiler un élément de sa campagne électorale : à savoir, le fait que, selon lui, le régime d'assurance chômage est trop généreux, qu'il coûte trop cher ! Il oublie un peu vite qu'il s'agit d'un système assurantiel basé sur les cotisations salariales et patronales et non pas d'un budget public !

Il faut, me semble-t-il, le prendre comme un aveu de sa volonté de passer à la moulinette l'ensemble des mesures sociales et des acquis sociaux de notre pays.

Et pourtant, ce Gouvernement et le Président de la République lui-même n'ont eu de cesse de vanter notre système social qui a permis d'amortir grandement les effets de la crise, contrairement à nos voisins.

Et pourtant, les chiffres de la paupérisation des Français devraient les inciter à être prudents et à y réfléchir à deux fois, voire à réévaluer certaines prestations.

Mais non, car n'oublions pas que leur seule ligne bleue des Vosges, c'est l'annonce faite de rentrer dans les critères de Maastricht (3 % de déficit) au plus vite, afin de satisfaire les marchés financiers. Et pour ce faire, il faut s'attaquer aux budgets sociaux comme le font d'ailleurs tous nos voisins, USA compris.

Ainsi les marchés seront satisfaits, les catégories aisées épargnées et les classes moyennes un peu plus pauvres et les pauvres de plus en plus pauvres.

N'y a-t-il pas de quoi s'indigner en apprenant que notre pays a vu le nombre des Français vivant sous le seuil de pauvreté augmenter de 400 000 en un an pour passer à 13,5 % de la population ? Les pauvres s'appauvrissant encore plus, quand les plus riches voient leur niveau de vie progresser !

Partout les mêmes réponses injustes et dangereuses avec les mêmes conséquences. Ainsi, aux USA, 46 millions d'Américains survivent grâce aux tickets alimentaires.

Dans de nombreux pays, le peuple, les jeunes, les retraités, refusent d'être sacrifiés, de payer la facture d'une crise qui n'est pas la leur.

C'est d'ailleurs pour cela que les gouvernants ne parlent plus de la crise économique mais de la crise de la dette, espérant convaincre la jeunesse que c'est pour son bien futur : ne pas avoir à supporter une dette importante. C'est oublier que cette crise est une crise du secteur privé prise en charge financièrement par le secteur public, aggravant ainsi sa charge financière.

Personne n'est dupe et il faut souhaiter que l'indignation se change en action, afin d'obliger nos gouvernants à changer de politique et très rapidement.

Un argument tabou revient en débat au moment où ces lignes sont écrites, celui de la nationalisation des banques françaises. Juste retour des choses face aux aides publiques accordées et à l'absence de financement concret de l'économie, ou discours stérile ?

Déjà et dans de nombreux pays, des manifestations avec grève générale se déroulent régulièrement et nous y constatons la présence massive et active de la jeunesse mais aussi des plus âgés.

Loin des postures et des manipulations politiques prises et organisées par d'autres, notre organisation continue à prôner une action efficace, à savoir une grève générale interprofessionnelle d'au moins 24 heures afin de permettre à tous de se faire entendre.

La journée d'information et de mobilisation FO du 20 septembre sur la crise et les salaires participe de cette nécessaire prise de conscience collective d'agir, et d'agir véritablement ! Et ce, au delà de notre seule organisation.

Serge LEGAGNOA
Secrétaire général